



**3**

**RÉSULTATS FINANCIERS POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE TERMINÉ  
LE 30 SEPTEMBRE 2013**

# MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Montréal, le 5 novembre 2013

Groupe TVA inc. (la « Société ») a enregistré un bénéfice net attribuable aux actionnaires de 6,3 millions de dollars, soit 0,27 \$ par action, au cours de son troisième trimestre de l'exercice 2013 comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires de 1,5 million de dollars ou 0,06 \$ par action au trimestre correspondant de 2012.

## Faits saillants liés à l'exploitation du troisième trimestre :

- Bénéfice d'exploitation<sup>1</sup> consolidé de 18 401 000 \$, soit une croissance de 8 060 000 \$ (+ 77,9 %);
- Bénéfice d'exploitation du secteur de la télévision de 14 658 000 \$, soit une croissance de 6 607 000 \$ (+82,1 %) expliquée principalement par :
  - ⇒ la comptabilisation d'une rétroactivité de 6 841 000 \$ relativement aux redevances liées à la retransmission de signaux éloignés pour les années 2009 à 2012 et les deux premiers trimestres de 2013;
  - ⇒ l'amélioration des résultats d'exploitation des services spécialisés notamment « addik<sup>TV</sup> », « CASA » et « TVA Sports »;

compensées en partie par :

- ⇒ la baisse du bénéfice d'exploitation relié à la production commerciale compte tenu d'un niveau d'activités moindre.
- Bénéfice d'exploitation du secteur de l'édition de 3 743 000 \$, soit une hausse de 1 453 000 \$, expliquée principalement par :
  - ⇒ l'ajout favorable des résultats d'exploitation du magazine « La Semaine » depuis le 18 juillet 2013;
  - ⇒ les réductions de coûts reliées au plan de rationalisation instauré au second trimestre de 2013; et
  - ⇒ l'apport des activités accrues de TVA Studio durant le trimestre.

En plus de la rétroactivité des redevances relatives à la retransmission des signaux éloignés, les résultats du dernier trimestre ont également connu une amélioration du bénéfice d'exploitation. Cette performance n'aurait pas été possible sans les économies opérationnelles réalisées et résultant, entre autres, de nos investissements des dernières années dans les équipements et infrastructures technologiques. En télévision, les revenus publicitaires du Réseau TVA ont connu un recul de 7,9 % durant le dernier trimestre alors que les services spécialisés ont poursuivi leur bonne performance avec des croissances de 6,6 % des revenus publicitaires et de 9,8 % des revenus d'abonnement.

Le secteur de l'édition a connu une croissance remarquable de son bénéfice d'exploitation comparativement au trimestre correspondant de 2012. L'inclusion des résultats d'exploitation du magazine « La Semaine » acquis le 18 juillet 2013 a contribué significativement à cette croissance en plus des réductions de coûts réalisées chez TVA Publications depuis le second trimestre de 2013. D'ailleurs, l'intégration des opérations de cette acquisition aux opérations existantes de TVA Publications se poursuivra durant le quatrième trimestre. En excluant cette acquisition, les baisses enregistrées des revenus en kiosque (-3,6 %) et des revenus publicitaires (-5,6 %) pour le troisième trimestre ont été moindres que celles connues pour les deux premiers trimestres de 2013. Ces résultats reflètent nos efforts d'amélioration de nos produits et de mise en marché déployés depuis le début de l'année financière.

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation ont été de 13,0 millions de dollars au troisième trimestre 2013 comparativement à 18,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2012. Cette baisse de 5,3 millions de dollars s'explique essentiellement par l'écart défavorable de la variation nette des éléments hors liquidités, notamment au niveau des débiteurs et des émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks, compensé en partie par l'amélioration du bénéfice d'exploitation.

---

<sup>1</sup> Voir la définition du bénéfice (perte) d'exploitation ci-après.

## **Définition**

### *Bénéfice ou perte d'exploitation*

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, la dépréciation de l'écart d'acquisition, le gain sur disposition de placements, la dépense d'impôts, la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises et la perte nette attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice (la perte) d'exploitation, tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne représente pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction estime que le bénéfice (la perte) d'exploitation est un instrument utile d'évaluation du rendement.

La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. De plus, des mesures comme le bénéfice (la perte) d'exploitation sont fréquemment utilisées par la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Société est active. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

## **Groupe TVA**

Groupe TVA inc., filiale de Québecor Média inc., est une entreprise de communication intégrée active dans la création, la production, la diffusion et la distribution de produits audiovisuels ainsi que dans l'édition de magazines. Groupe TVA inc. est la plus importante entreprise de diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques et d'édition de magazines de langue française en Amérique du Nord et une des plus grandes entreprises privées de production. Ses actions classe B sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.



Pierre Dion  
Président et chef de la direction

# GROUPE TVA INC.

## États consolidés des résultats

(non audités)  
(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	Note	Périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
		2013	2012 (redressés, note 2)	2013	2012 (redressés, note 2)
<b>Revenus</b>	3	<b>102 217</b>	\$ 97 171	\$ <b>324 794</b>	\$ 326 143
Achats de biens et services	4	<b>52 051</b>	52 188	<b>183 966</b>	191 505
Coûts liés au personnel		<b>31 765</b>	34 642	<b>100 592</b>	112 781
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels		<b>5 494</b>	4 913	<b>15 956</b>	15 372
Charges financières	5	<b>1 588</b>	1 673	<b>4 789</b>	5 555
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	6	<b>875</b>	–	<b>3 874</b>	117
Dépréciation de l'écart d'acquisition	7	–	–	–	32 200
Gain sur disposition de placements	8	–	–	–	(12 881)
<b>Bénéfice (perte) avant dépense d'impôts et part du bénéfice dans les entreprises associées et les coentreprises</b>		<b>10 444</b>	3 755	<b>15 617</b>	(18 506)
Dépense d'impôts		<b>2 444</b>	356	<b>3 546</b>	1 392
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises		<b>1 675</b>	1 860	<b>4 653</b>	(182)
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>		<b>6 325</b>	\$ 1 539	\$ <b>7 418</b>	\$ (19 716)
<b>Bénéfice net (perte nette) attribuable aux (à la) :</b>					
Actionnaires		<b>6 325</b>	\$ 1 539	\$ <b>7 418</b>	\$ (15 302)
Participation ne donnant pas le contrôle		–	–	–	(4 414)
<b>Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires</b>	10 c)	<b>0,27</b>	\$ 0,06	\$ <b>0,31</b>	\$ (0,64)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

# GROUPE TVA INC.

## États consolidés du résultat global

(non audités)  
(en milliers de dollars)

	Périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2013	2012 (redressés, note 2)	2013	2012 (redressés, note 2)
<b>Bénéfice net (perte nette)</b>	<b>6 325</b>	<b>\$ 1 539</b>	<b>\$ 7 418</b>	<b>\$ (19 716)</b>
Autres éléments du résultat global ne nécessitant pas une reclassification aux résultats :				
Régimes à prestations définies :				
Gain actuariel	24 000	–	24 000	–
Impôts différés	(6 500)	–	(6 500)	–
	<b>17 500</b>	<b>–</b>	<b>17 500</b>	<b>–</b>
<b>Résultat global</b>	<b>23 825</b>	<b>\$ 1 539</b>	<b>\$ 24 918</b>	<b>\$ (19 716)</b>
Résultat global attribuable aux (à la) :				
Actionnaires	23 825	\$ 1 539	\$ 24 918	\$ (15 302)
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	–	(4 414)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

# GROUPE TVA INC.

## États consolidés des capitaux propres

(non audités)  
(en milliers de dollars)

	Capitaux propres attribuables aux actionnaires				Cumul des autres éléments du résultat global – Régimes à prestations définies	Capitaux propres attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital-actions (note 10)	Surplus d'apport	Bénéfices non repartis				
<b>Solde au 31 décembre 2011, tel que présenté précédemment</b>	98 647	\$ -	\$ 176 993	\$ -	\$ 5 389	\$ 281 029	\$
Modifications aux conventions comptables (note 2)	-	-	17 408	(18 323)	-	(915)	
<b>Solde au 31 décembre 2011, redressé</b>	98 647	-	194 401	(18 323)	5 389	280 114	
Perte nette	-	-	(15 302)	-	(4 414)	(19 716)	
Contributions liées à la participation ne donnant pas le contrôle (note 12)	-	-	-	-	3 528	3 528	
Disposition d'une participation dans SUN News (note 12)	-	581	-	-	(4 503)	(3 922)	
<b>Solde au 30 septembre 2012</b>	98 647	581	179 099	(18 323)	-	260 004	
Bénéfice net	-	-	8 838	-	-	8 838	
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(2 297)	-	(2 297)	
<b>Solde au 31 décembre 2012</b>	98 647	581	187 937	(20 620)	-	266 545	
Bénéfice net	-	-	7 418	-	-	7 418	
Autres éléments du résultat global	-	-	-	17 500	-	17 500	
<b>Solde au 30 septembre 2013</b>	<b>98 647</b>	<b>\$ 581</b>	<b>\$ 195 355</b>	<b>\$ (3 120)</b>	<b>\$ -</b>	<b>\$ 291 463</b>	<b>\$</b>

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

# GROUPE TVA INC.

## Bilans consolidés

(non audités)  
(en milliers de dollars)

		<b>30 septembre 2013</b>		31 décembre 2012
	Note			(redressés, note 2)
<b>Actif</b>				
<b>Actif à court terme</b>				
Espèces		7 163	\$	10 619 \$
Débiteurs		116 194		115 925
Impôts exigibles		1 438		3 152
Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks	6	73 418		67 579
Charges payées d'avance		2 093		2 426
		<b>200 306</b>		199 701
<b>Actif à long terme</b>				
Droits de diffusion et de distribution	6	31 792		33 563
Placements		15 146		17 651
Immobilisations		99 192		98 494
Licences et autres actifs incorporels		112 634		112 056
Écart d'acquisition	7	44 504		39 781
Impôts différés		1 515		725
		<b>304 783</b>		302 270
<b>Total de l'actif</b>		<b>505 089</b>	<b>\$</b>	501 971 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

# GROUPE TVA INC.

## Bilans consolidés (suite)

(non audités)  
(en milliers de dollars)

		<b>30 septembre 2013</b>		31 décembre 2012
	Note			(redressés, note 2)
<b>Passif et capitaux propres</b>				
<b>Passif à court terme</b>				
Créditeurs et charges à payer		<b>82 578</b>	\$	89 092 \$
Impôts exigibles		<b>767</b>		816
Droits de diffusion et de distribution à payer		<b>18 544</b>		16 966
Provisions		<b>626</b>		862
Revenus reportés		<b>8 816</b>		6 136
		<b>111 331</b>		113 872
<b>Passif à long terme</b>				
Dette à long terme		<b>74 589</b>		74 438
Autres éléments de passif		<b>9 752</b>		38 499
Impôts différés		<b>17 954</b>		8 617
		<b>102 295</b>		121 554
<b>Capitaux propres</b>				
Capital-actions	10	<b>98 647</b>		98 647
Surplus d'apport	12	<b>581</b>		581
Bénéfices non répartis		<b>195 355</b>		187 937
Cumul des autres éléments du résultat global		<b>(3 120)</b>		(20 620)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		<b>291 463</b>		266 545
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>505 089</b>	<b>\$</b>	501 971 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

Le 5 novembre 2013, le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés résumés pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2013 et 2012.

# GROUPE TVA INC.

## États consolidés des flux de trésorerie

(non audités)  
(en milliers de dollars)

	Périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2013	2012 (redressés, note 2)	2013	2012 (redressés, note 2)
Note				
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>				
Bénéfice net (perte nette)	6 325	\$ 1 539	\$ 7 418	\$ (19 716)
Éléments sans incidence sur les liquidités :				
Amortissement	5 544	5 020	16 107	15 687
Dépréciation d'actifs	6 611	-	1 610	-
Dépréciation de l'écart d'acquisition	7 -	-	-	32 200
Gain sur disposition de placements	8 -	-	-	(12 881)
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises	1 675	1 860	4 653	(182)
Impôts différés	339	7	1 248	380
	<b>14 494</b>	8 426	<b>31 036</b>	15 488
Variation nette des éléments hors liquidités	<b>(1 497)</b>	9 886	<b>(9 852)</b>	7 075
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	<b>12 997</b>	18 312	<b>21 184</b>	22 563
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
Acquisitions d'immobilisations	(4 642)	(5 566)	(14 190)	(17 668)
Acquisitions d'actifs incorporels	(773)	(892)	(1 695)	(2 195)
(Acquisition) disposition d'entreprises	9, 12 (6 607)	765	(6 607)	765
Variation nette des placements	8, 12 (1 477)	(1 493)	(2 148)	19 470
Espèces de SUN News à la date de déconsolidation	12 -	-	-	(430)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement	<b>(13 499)</b>	(7 186)	<b>(24 640)</b>	(58)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
Variation nette du découvert bancaire	-	(4 943)	-	(3 980)
Variation nette de l'emprunt à terme rotatif	-	(454)	-	(17 736)
Frais de financement	-	-	-	(344)
Participation ne donnant pas le contrôle	12 -	-	-	3 528
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement	-	(5 397)	-	(18 532)
<b>Variation nette des espèces</b>	<b>(502)</b>	5 729	<b>(3 456)</b>	3 973
<b>Espèces au début de la période</b>	<b>7 665</b>	-	<b>10 619</b>	1 756
<b>Espèces à la fin de la période</b>	<b>7 163</b>	\$ 5 729	\$ 7 163	\$ 5 729
<b>Intérêts et impôts classés au titre des activités d'exploitation</b>				
Intérêts versés	130	\$ 48	\$ 2 326	\$ 2 795
Impôts sur le bénéfice (encaissés) versés	(575)	(1 501)	814	1 971

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés

Périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2013 et 2012 (non auditées)  
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

---

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société ») est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Groupe TVA est une société de communication intégrée qui œuvre dans deux secteurs d'activités : la télévision et l'édition (note 13). La Société est une filiale de Québecor Média inc. (« Québecor Média » ou la « société mère ») et la société mère ultime est Québecor inc. (« Québecor »). Le siège social de la Société est situé au 1600 boul. de Maisonneuve Est, Montréal (Québec), Canada.

Les secteurs d'activités de la Société subissent les effets du caractère saisonnier de certaines de leurs activités dus, entre autres, aux variations saisonnières des revenus publicitaires et aux habitudes de visionnement, de lecture et d'écoute du public. Puisque la Société dépend des ventes de publicité pour une portion importante de ses revenus, ses résultats d'exploitation sont aussi sensibles aux conditions économiques qui prévalent, y compris les changements dans les conditions économiques locales, régionales et nationales, en outre parce qu'ils peuvent affecter les dépenses de publicité. Par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne doivent pas être considérés nécessairement représentatifs des résultats d'un exercice financier complet.

### 1. Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), sauf qu'ils ne comprennent pas l'ensemble de la divulgation requise par les IFRS pour des états financiers consolidés annuels. En particulier, ces états financiers consolidés ont été préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire* et, par conséquent, sont des états financiers consolidés résumés. Ils sont présentés en dollars canadiens, monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société et ses filiales exercent leurs activités (la « monnaie fonctionnelle »). Ces états financiers consolidés résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels 2012 de la Société qui comprennent les conventions comptables utilisées pour la préparation de ces états financiers.

Certains chiffres correspondants fournis pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2012 ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2013.

### 2. Modifications aux conventions comptables

Le 1<sup>er</sup> janvier 2013, la Société a adopté rétrospectivement les normes suivantes. À moins d'avis contraire, l'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu un impact significatif sur les chiffres correspondants pour les périodes comparatives.

- i) L'IFRS 10 *États financiers consolidés* a remplacé le SIC-12 *Consolidation – Entités ad hoc* et une partie de l'IAS 27 *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme fournit des directives supplémentaires sur le concept de contrôle en tant que facteur déterminant dans la décision d'inclure une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés de la société mère.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et neuf mois terminées les 30 septembre 2013 et 2012 (non auditées)  
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

### 2. Modifications aux conventions comptables (suite)

- ii) L'IFRS 11 *Partenariats* a remplacé l'IAS 31 *Participations dans des coentreprises*. Cette norme fournit des directives qui mettent l'accent sur les droits et obligations du contrat, et non sur sa forme juridique. Elle supprime également le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations de l'entité dans des coentreprises. La nouvelle norme exige que ces participations soient comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

L'adoption de cette norme a eu les impacts suivants sur les chiffres correspondants de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2012 (aucun impact pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2012 (note 8)) :

#### État consolidé des résultats

Augmentation (diminution)	
Revenus	(4 219) \$
Achats de biens et services	(2 512)
Charges financières	7
<b>Perte avant dépenses d'impôts et part du bénéfice dans les entreprises associées et les coentreprises</b>	<b>1 714</b>
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises	(1 714)
<b>Résultat net</b>	<b>- \$</b>

- iii) L'IFRS 12 *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* est une nouvelle norme intégrée relatives aux informations à fournir pour toutes les formes de participations dans des entités, y compris les entités découlant d'accords conjoints, les entreprises associées, les entités ad hoc et autres véhicules hors bilan.
- iv) L'IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* est une nouvelle norme intégrée qui établit un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et qui stipule les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2013 et 2012 (non auditées)  
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

### 2. Modifications aux conventions comptables (suite)

- v) L'IAS 1 *Présentation des états financiers* a été modifiée et le principal changement résultant des modifications apportées à cette norme est l'exigence de présenter distinctement les autres éléments du résultat global pouvant être reclassés aux résultats et les autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés aux résultats.
- vi) L'IAS 19 *Avantages du personnel (modifiée)* implique, entre autres, la comptabilisation immédiate de la composante de réévaluation dans les autres éléments du résultat global, ce qui élimine l'option précédemment disponible dans l'IAS 19 de comptabiliser ou de reporter les variations de l'obligation au titre des prestations définies et de la juste valeur de l'actif des régimes directement dans l'état consolidé des résultats. L'IAS 19 présente également l'approche de coût des intérêts nets qui remplace le rendement attendu sur les actifs du régime et les frais d'intérêts liés à l'obligation au titre des prestations définies par une composante unique de coût des intérêts nets calculé en multipliant l'actif ou le passif net constaté au titre des prestations définies par le taux d'actualisation ayant été utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies. De plus, tous les coûts au titre des services passés doivent être reconnus à l'état des résultats dès que le régime est amendé et ne peuvent plus être répartis sur des périodes de service futures. L'IAS 19 permet aussi de choisir de comptabiliser immédiatement les montants constatés dans les autres éléments du résultat global dans les bénéfices non répartis ou dans une catégorie distincte dans les capitaux propres. La Société a choisi de comptabiliser les montants constatés dans les autres éléments du résultat global dans le cumul des autres éléments du résultat global.

L'adoption de cette norme modifiée a eu les impacts suivants sur les chiffres correspondants :

#### États consolidés des résultats

	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2012	Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2012
Augmentation (diminution)		
Coûts liés au personnel	343 \$	1 027 \$
Charges financières	462	1 387
Dépense d'impôts différés	(217)	(650)
<b>Résultat net</b>	<b>(588) \$</b>	<b>(1 764) \$</b>

#### Bilans consolidés

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Augmentation (diminution)		
Autres éléments de passif	- \$	1 251 \$
Passif d'impôts différés	-	(336)
Bénéfices non répartis	20 620	17 408
Cumul des autres éléments du résultat global	(20 620)	(18 323)

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2013 et 2012 (non auditées)  
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

### 3. Revenus

La répartition des revenus entre les services rendus et les ventes de produits est la suivante :

	Périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
		(redressés, note 2)		(redressés, note 2)
Services rendus <sup>1</sup>	77 711 \$	72 458 \$	250 555 \$	249 345 \$
Ventes de produits	24 506	24 713	74 239	76 798
	102 217 \$	97 171 \$	324 794 \$	326 143 \$

<sup>1</sup> La Société perçoit des redevances en relation avec la retransmission de son signal de télévision dans les marchés situés à l'extérieur de la zone de desserte locale de ses stations de télévision généralistes. Au cours du troisième trimestre de 2013, la Commission du droit d'auteur du Canada (« CDA ») a finalisé ses consultations sur les enjeux entourant une entente, faisant l'objet d'une décision favorable par la CDA, sur une nouvelle répartition des redevances entre les sociétés de gestion collective de droits pour la période de 2009 à 2013, et en vertu de laquelle la part des redevances revenant à la Société augmente significativement. Par conséquent, la Société a comptabilisé l'augmentation de sa part dans les redevances durant le troisième trimestre de 2013, dont un montant de 6 111 000 \$ se rapportant aux années 2009 à 2012 ainsi qu'un montant de 730 000 \$ pour les deux premiers trimestres de 2013, sur la base des nouvelles informations qui lui ont été confirmées.

### 4. Achats de biens et services

Les principales composantes des achats de biens et services se détaillent comme suit :

	Périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
		(redressés, note 2)		(redressés, note 2)
Redevances, droits et coûts de production	30 771 \$	30 359 \$	112 481 \$	113 075 \$
Tirage et distribution	5 024	4 856	14 342	17 298
Marketing, publicité et promotion	3 896	2 098	12 271	11 470
Coûts liés aux immeubles	2 134	2 270	6 526	7 355
Services rendus par la société mère	4 570	3 602	16 542	12 817
Autres	5 656	9 003	21 804	29 490
	52 051 \$	52 188 \$	183 966 \$	191 505 \$

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2013 et 2012 (non auditées)  
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

### 5. Charges financières

	Périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2013	2012 (redressés, note 2)	2013	2012 (redressés, note 2)
Intérêts sur la dette à long terme	1 139 \$	1 148 \$	3 387 \$	3 846 \$
Amortissement des frais de financement	50	107	151	315
Intérêts sur le passif net au titre des prestations définies	420	462	1 260	1 387
Autres	(21)	(44)	(9)	7
	1 588 \$	1 673 \$	4 789 \$	5 555 \$

### 6. Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 septembre 2013, la Société a enregistré une charge de dépréciation supplémentaire de 611 000 \$ liée aux stocks relativement à la cessation de ses activités de télé-achat et de boutiques en ligne de sa division TVA Boutiques. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, la charge totale de dépréciation reliée à cette cessation des activités totalise 1 223 000 \$ en plus d'une provision pour frais de rationalisation des activités d'exploitation de 303 000 \$.

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 septembre 2013, la Société a enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 138 000 \$ suite à l'abolition de postes, principalement dans le secteur de l'édition (1 784 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, dont 879 000 \$ dans le secteur de la télévision et 905 000 \$ dans le secteur de l'édition). Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2012, la Société avait enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 117 000 \$ suite à l'abolition de postes dans le secteur de l'édition.

Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, la Société a également enregistré une charge de dépréciation de 387 000 \$ liée à l'inventaire de droits de distribution à long terme à la suite de sa décision, au premier trimestre de 2013, de ne plus distribuer de nouveaux films québécois en salles de cinéma.

# **GROUPE TVA INC.**

## **Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)**

Périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2013 et 2012 (non auditées)  
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

---

### **7. Dépréciation de l'écart d'acquisition**

Au cours du premier trimestre de 2012, suite à l'adoption des nouveaux tarifs concernant la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération et de valorisation des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec, la Société a dû revoir son plan d'affaires pour ses activités et effectuer un test de dépréciation sur l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») de l'édition. La Société a alors conclu que la valeur recouvrable, déterminée sur la base de la valeur d'utilité, de l'UGT de l'édition était inférieure à sa valeur comptable et une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 32 200 000 \$ a été comptabilisée.

### **8. Gain sur disposition de placements**

Le 31 mai 2012, suite à l'approbation du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, la Société a conclu la vente de sa participation de 51 % dans « The Cave » ainsi que de sa participation de 50 % dans « Mystery TV » à l'autre sociétaire de ces coentreprises, Shaw Media Global Inc. pour une contrepartie totale en espèces de 20 963 000 \$. Un gain sur disposition de placements de 12 881 000 \$, avant impôts, a été comptabilisé. Cette transaction n'a entraîné aucune charge d'impôts puisque la Société a utilisé des pertes en capital non enregistrées aux livres pour éliminer l'imposition du gain en capital sur disposition de placements.

### **9. Acquisition d'une entreprise**

Le 18 juillet 2013, la Société a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Les Publications Charron & Cie inc., éditeur du magazine *La Semaine*, pour une contrepartie totale de 7 638 000 \$, dont une somme de 438 000 \$ demeure impayée pour les éléments du fonds de roulement acquis. Dans le cadre de cette transaction, la Société a également acquis la totalité des actions émises et en circulation de Charron Éditeur inc., une maison d'édition de livres, et a simultanément cédé les activités de celle-ci à Groupe Sogides, une société sous contrôle commun, pour une somme équivalente au prix payé, soit un prix convenu de 212 000 \$, déduction faite des éléments du fonds de roulement cédés. Les résultats de la nouvelle filiale, Les Publications Charron & Cie inc., sont inclus dans les résultats consolidés de la Société depuis le 18 juillet 2013. Le processus de répartition du prix d'achat n'étant pas terminé au 30 septembre 2013, les montants affectés aux éléments d'actif et de passif peuvent être modifiés ultérieurement.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2013 et 2012 (non auditées)  
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

### 9. Acquisition d'une entreprise (suite)

La répartition préliminaire du prix d'acquisition de Les Publications Charron & Cie inc. se détaille comme suit :

	2013
<b>Éléments d'actif acquis</b>	
Espèces	593 \$
Actif à court terme	1 138
Immobilisations	94
Actifs incorporels	3 030
Écart d'acquisition	4 723
Impôts différés	28
	<b>9 606</b>
<b>Éléments de passif pris en charge</b>	
Passif à court terme	(1 293)
Impôts différés	(675)
	<b>(1 968)</b>
<b>Éléments d'actif nets acquis à la juste valeur</b>	<b>7 638 \$</b>
<b>Contrepartie</b>	
Espèces	7 200
Passif lié à l'ajustement préliminaire du fonds de roulement	438
	<b>7 638 \$</b>

Les revenus consolidés de la Société et son bénéfice net pro forma consolidé n'auraient pas été significativement différents des données réelles si l'acquisition d'entreprise avait eu lieu au début de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013.

Il n'y a aucun montant de l'écart d'acquisition déductible aux fins des impôts sur le bénéfice.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2013 et 2012 (non auditées)  
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

### 10. Capital-actions

#### a) Capital-actions autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires classe A, participantes, avec droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions classe B, participantes, sans droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions privilégiées, non participantes, sans droit de vote, d'une valeur nominale de 10 \$ chacune, pouvant être émises en séries.

#### b) Capital-actions émis et en circulation

	30 septembre 2013	31 décembre 2012
4 320 000 actions ordinaires classe A	72 \$	72 \$
19 450 906 actions classe B	98 575	98 575
	<b>98 647 \$</b>	<b>98 647 \$</b>

#### c) Résultat par action attribuable aux actionnaires

Le tableau suivant présente le calcul du résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires :

	Périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2013	2012 (redressés, note 2)	2013	2012 (redressés, note 2)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires	6 325 \$	1 539 \$	7 418 \$	(15 302) \$
Nombre moyen pondéré d'actions de base et dilué en circulation	23 770 906	23 770 906	23 770 906	23 770 906
Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires (en dollars)	0,27 \$	0,06 \$	0,31 \$	(0,64) \$

Le calcul du résultat par action dilué ne tient pas compte de l'effet potentiel dilutif des options d'achat d'actions de la Société puisque leur effet est non dilutif.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2013 et 2012 (non auditées)  
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

### 11. Rémunération et autres paiements à base d'actions

	Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013			
	Options d'achat d'actions classe B de la Société		Options d'achat d'actions de Québecor Média	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au 31 décembre 2012	819 421	16,34 \$	213 416	46,55 \$
Octroyées	–	–	207 000	57,64
Exercées	–	–	(41 884)	46,70
Annulées	(128 345)	15,29	(32 500)	47,68
Options liées à des cadres transférés au sein de Québecor Média	–	–	(14 625)	46,48
<b>Solde au 30 septembre 2013</b>	<b>691 076</b>	<b>16,54 \$</b>	<b>331 407</b>	<b>53,35 \$</b>

Du nombre d'options en circulation au 30 septembre 2013, 691 076 options d'achat d'actions classe B de la Société au prix d'exercice moyen de 16,54 \$ et 46 407 options d'achat d'actions de Québecor Média au prix d'exercice moyen de 45,76 \$ pouvaient être exercées.

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 septembre 2013, aucune option d'achat d'actions de Québecor Média n'a été exercée alors qu'au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, 41 884 options d'achat d'actions de Québecor Média ont été exercées pour une contrepartie en espèces de 471 000 \$ (113 728 options d'achat d'actions ont été exercées pour une contrepartie en espèces de 629 000 \$ pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2012).

Au cours des périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2013, la Société a constaté un renversement de la charge de rémunération de 99 000 \$ et de 130 000 \$ respectivement (un renversement de la charge de rémunération de 19 000 \$ et de 264 000 \$ respectivement pour les périodes correspondantes de 2012) relativement aux options d'achat d'actions classe B de la Société ainsi qu'une charge de rémunération de 387 000 \$ et de 317 000 \$ respectivement (un renversement de la charge de rémunération de 64 000 \$ et une charge de rémunération de 482 000 \$ respectivement pour les périodes correspondantes de 2012) relativement aux options d'achat d'actions de Québecor Média.

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2013 et 2012 (non auditées)  
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

### 12. Opérations entre apparentés

#### Contributions en capital dans SUN News

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 septembre 2013, une mise de fonds de 4 500 000 \$ (3 600 000 \$ en 2012) a été effectuée par les sociétaires dans SUN News, dont 2 205 000 \$ (1 764 000 \$ en 2012) par la Société et 2 295 000 \$ (1 836 000 \$ en 2012) par Corporation Sun Media, une société sous contrôle commun.

Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, une mise de fonds de 7 500 000 \$ (10 800 000 \$ en 2012) a été effectuée par les sociétaires dans SUN News, dont 3 675 000 \$ (5 436 000 \$ en 2012) par la Société et 3 825 000 \$ (5 364 000 \$ en 2012) par Corporation Sun Media.

#### Disposition d'une participation dans SUN News

Le 30 juin 2012, la Société a vendu une participation de 2 % dans SUN News à Corporation Sun Media pour un montant de 765 000 \$. La Société détient maintenant une participation de 49 % dans SUN News alors que Corporation Sun Media détient 51 %. La différence entre le montant versé et la valeur comptable de cette participation a entraîné un gain de 581 000 \$ qui a été comptabilisé dans le surplus d'apport. Suite à la perte de contrôle dans cette société, les résultats de SUN News ne sont plus consolidés depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012 et le placement dans cette société est dorénavant comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.

Le tableau suivant fournit le détail de l'actif net de SUN News qui a été reclassé comme placement selon la méthode de la mise en équivalence à la date de déconsolidation :

---

---

<b>Actif à court terme</b>	
Espèces	430 \$
Débiteurs et autres actifs à court terme	2 792
	<hr/>
	3 222
<b>Actif à long terme</b>	
Immobilisations	8 873
Actifs incorporels	650
	<hr/>
	12 745
<b>Passif à court terme</b>	
Créditeurs et charges à payer	3 555
	<hr/>
<b>Actif net</b>	9 190
Participation de Corporation Sun Media	(4 687)
<b>Placement selon la méthode de la mise en équivalence</b>	<hr/>
	4 503 \$

---

# GROUPE TVA INC.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2013 et 2012 (non auditées)  
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

### 13. Information sectorielle

Les activités de la Société se composent des secteurs suivants :

- Le secteur de la télévision inclut les activités du Réseau TVA (incluant les filiales et divisions TVA Productions inc., TVA Ventes et Marketing inc., TVA Accès, TVA Nouvelles et TVA Interactif), des services spécialisés, de la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, des activités de télé-achat et de boutiques en ligne de la division TVA Boutiques jusqu'au second trimestre de 2013 ainsi que des activités de distribution de produits audiovisuels de la division TVA Films.
- Le secteur de l'édition inclut les activités de TVA Publications inc. et de Les Publications Charron & Cie inc. qui se spécialisent dans l'édition de magazines de langue française dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines et les activités de la division TVA Studio qui se spécialise dans les activités d'éditions sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédia.

	Périodes de trois mois terminées les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2013	2012	2013	2012
		(redressés, note 2)		(redressés, note 2)
<b>Revenus</b>				
Télévision	83 734 \$	81 646 \$	277 268 \$	279 379 \$
Édition	19 211	16 854	49 986	49 973
Éléments intersectoriels	(728)	(1 329)	(2 460)	(3 209)
	<b>102 217 \$</b>	<b>97 171 \$</b>	<b>324 794 \$</b>	<b>326 143 \$</b>
<b>Bénéfice d'exploitation<sup>(1)</sup></b>				
Télévision	14 658	8 051	34 253	19 011
Édition	3 743	2 290	5 983	2 846
	<b>18 401</b>	<b>10 341</b>	<b>40 236</b>	<b>21 857</b>
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	5 494	4 913	15 956	15 372
Charges financières	1 588	1 673	4 789	5 555
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	875	–	3 874	117
Dépréciation de l'écart d'acquisition	–	–	–	32 200
Gain sur disposition de placements	–	–	–	(12 881)
<b>Bénéfice (perte) avant dépense d'impôts et part du bénéfice dans les entreprises associées et les coentreprises</b>	<b>10 444 \$</b>	<b>3 755 \$</b>	<b>15 617 \$</b>	<b>(18 506) \$</b>

# **GROUPE TVA INC.**

## **Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)**

Périodes de trois mois et de neuf mois terminées les 30 septembre 2013 et 2012 (non auditées)  
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

---

### **13. Information sectorielle (suite)**

Les éléments intersectoriels mentionnés précédemment représentent les éliminations de transactions dans le cours normal des activités effectuées entre les secteurs d'activités de la Société en ce qui a trait aux revenus.

- (1) Le chef de la direction utilise le bénéfice d'exploitation comme mesure de rendement financier pour évaluer la performance de chaque secteur d'activités de la Société. Le bénéfice d'exploitation est défini comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, la dépréciation de l'écart d'acquisition, le gain sur disposition de placements, la dépense d'impôts, la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises et la perte nette attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice d'exploitation, tel que défini ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS.

## **PROFIL DE L'ENTREPRISE**

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société »), filiale de Québecor Média inc. (« QMI »), est une entreprise de communication qui œuvre dans deux secteurs d'activités : la télévision et l'édition. En télévision, la Société est active en création, en production et en diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques, en distribution de produits audiovisuels et de films et en production commerciale. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter huit services spécialisés. Elle possède également une participation minoritaire dans la chaîne spécialisée Évasion et dans le service spécialisé de langue anglaise SUN News Network (« SUN News »). En édition, Groupe TVA publie plus de 50 titres, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines de langue française du Québec. Elle offre aussi des services d'édition sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédia, favorisant le rayonnement des marques de commerce de ses clients par le média imprimé. Les actions classe B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Le présent rapport de gestion intermédiaire couvre les principales activités du troisième trimestre 2013 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Les états financiers consolidés résumés de la Société pour les périodes de trois et neuf mois terminées les 30 septembre 2013 et 2012 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. Il devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion annuel de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2012, de même qu'avec les états financiers consolidés résumés au 30 septembre 2013.

## **SECTEURS D'ACTIVITÉS**

Les activités de chacun des secteurs de la Société sont les suivantes :

- Le secteur de la télévision inclut les activités du Réseau TVA (y compris les filiales et divisions TVA Productions inc., TVA Ventes et Marketing inc., TVA Accès, TVA Nouvelles et TVA Interactif), des services spécialisés, de la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, des activités de télé-achat et de boutiques en ligne de la division TVA Boutiques jusqu'au deuxième trimestre de 2013 ainsi que les activités de distribution de produits audiovisuels de la division TVA Films.
- Le secteur de l'édition inclut les activités de TVA Publications inc. (« TVA Publications ») et de Les Publications Charron & Cie inc. (« Publications Charron ») qui se spécialisent dans l'édition de magazines de langue française dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines et les activités de la division TVA Studio qui se spécialise dans les activités d'édition sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédia.

## **FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2013**

- Le 31 août 2013, la Société a fermé sa division TVA Boutiques qui exerçait des activités de télé-achat et de boutiques en ligne.
- Le 8 août 2013, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») a refusé la demande de distribution obligatoire sur le service de base au Canada de SUN News Network. Cependant, le CRTC a émis un appel aux observations sur les modalités et conditions de distribution des services canadiens de nouvelles nationales de catégorie C spécialisés.
- Au cours du troisième trimestre de 2013, la Société a comptabilisé une rétroactivité de 6 841 000 \$ concernant l'augmentation de sa quote-part des redevances pour la retransmission de signaux éloignés pour les années 2009 à 2012 et les deux premiers trimestres de 2013.
- Au cours du troisième trimestre de 2013, les activités de Publications Charron ont été intégrées aux activités du secteur de l'édition.

## **MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS**

Pour évaluer son rendement financier, la Société utilise certaines mesures qui ne sont pas calculées, ni reconnues, selon les IFRS. Elle utilise ces mesures financières hors IFRS car elle estime qu'elles donnent une bonne représentation de son rendement. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises et, par conséquent, les mesures financières qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

### **Bénéfice ou perte d'exploitation**

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, la dépréciation de l'écart d'acquisition, le gain sur disposition de placements, la dépense d'impôts, la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises et la perte nette attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice (la perte) d'exploitation, tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne représente pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction estime que le bénéfice (la perte) d'exploitation est un instrument utile d'évaluation du rendement. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'activités qui en font partie. De plus, des mesures comme le bénéfice (la perte) d'exploitation sont fréquemment utilisées par la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Société est active. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente la conciliation du bénéfice d'exploitation avec le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux actionnaires divulgué(e) aux états financiers consolidés résumés de la Société.

**Tableau 1**

**Conciliation du bénéfice d'exploitation présenté dans ce rapport avec le bénéfice net (la perte nette) attribuable aux actionnaires divulgué(e) aux états financiers consolidés résumés**  
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2013	2012 (redressés)	2013	2012 (redressés)
Bénéfice d'exploitation :				
Télévision	14 658 \$	8 051 \$	34 253 \$	19 011 \$
Édition	3 743	2 290	5 983	2 846
	<b>18 401</b>	10 341	<b>40 236</b>	21 857
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	5 494	4 913	15 956	15 372
Charges financières	1 588	1 673	4 789	5 555
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	875	—	3 874	117
Dépréciation de l'écart d'acquisition	—	—	—	32 200
Gain sur disposition de placements	—	—	—	(12 881)
Dépense d'impôts	2 444	356	3 546	1 392
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises	1 675	1 860	4 653	(182)
Participation ne donnant pas le contrôle	—	—	—	(4 414)
<b>Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires</b>	<b>6 325 \$</b>	1 539 \$	<b>7 418 \$</b>	(15 302) \$

**ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS**

**Produits d'exploitation** de 102 217 000 \$, en hausse de 5 046 000 \$ (5,2 %).

- Hausse de 2 088 000 \$ (2,6 %) dans le secteur de la télévision (tableau 2) due principalement à la hausse de 5,8 % des revenus provenant du Réseau TVA suite à la comptabilisation d'une rétroactivité de 6 841 000 \$ concernant des redevances pour la retransmission de signaux éloignés (voir « Droits de retransmission de signaux éloignés » dans l'analyse des résultats du secteur télévision), ainsi qu'à la hausse de 8,8 % des revenus des services spécialisés. Ces hausses ont été compensées en partie par l'impact défavorable généré par la cessation des activités de la division TVA Boutiques ainsi que par la baisse 17,1 % des revenus provenant de la division TVA Accès.
- Hausse de 2 357 000 \$ (14,0 %) dans le secteur de l'édition (tableau 2) principalement attribuable à la hausse de 20,3 % des revenus en kiosque compte tenu de l'addition du magazine « La Semaine » depuis le 18 juillet 2013 ainsi qu'à la hausse de 50,6 % des produits d'exploitation de TVA Studio.

**Tableau 2**  
**Produits d'exploitation**  
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2013	2012 (redressés)	2013	2012 (redressés)
Télévision	83 734 \$	81 646 \$	277 268 \$	279 379 \$
Édition	19 211	16 854	49 986	49 973
Éléments intersectoriels	(728)	(1 329)	(2 460)	(3 209)
	<b>102 217 \$</b>	<b>97 171 \$</b>	<b>324 794 \$</b>	<b>326 143 \$</b>

**Bénéfice d'exploitation** de 18 401 000 \$, un écart favorable de 8 060 000 \$ comparativement au trimestre correspondant de 2012.

- Écart favorable de 6 607 000 \$ dans le secteur de la télévision (tableau 3), principalement attribuable à la hausse du bénéfice d'exploitation du Réseau TVA suite à la comptabilisation de la rétroactivité concernant les droits de retransmission des signaux éloignés, à l'amélioration des résultats des services spécialisés, et compensées en partie par la baisse du bénéfice d'exploitation de TVA Accès suite à un ralentissement au niveau des activités de production commerciale.
- Écart favorable de 1 453 000 \$ dans le secteur de l'édition (tableau 3), principalement attribuable à l'ajout favorable des résultats d'exploitation du magazine « La Semaine » depuis le 18 juillet 2013, à l'apport des activités accrues de TVA Studio ainsi qu'aux réductions de coûts mises en place depuis le deuxième trimestre de 2013.

**Tableau 3**  
**Bénéfice d'exploitation**  
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2013	2012 (redressés)	2013	2012 (redressés)
Télévision	14 658 \$	8 051 \$	34 253 \$	19 011 \$
Édition	3 743	2 290	5 983	2 846
	<b>18 401 \$</b>	<b>10 341 \$</b>	<b>40 236 \$</b>	<b>21 857 \$</b>

**Bénéfice net attribuable aux actionnaires** de 6 325 000 \$ (0,27 \$ par action de base et dilué) au troisième trimestre 2013, comparativement à un bénéfice net de 1 539 000 \$ (0,06 \$ par action de base et dilué) à la même période de 2012.

- Cet écart favorable de 4 786 000 \$ (0,21 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
  - la hausse de 8 060 000 \$ du bénéfice d'exploitation;
  - l'écart favorable de 185 000 \$ dans la part de la perte dans les entreprises associées;partiellement compensés par :
  - l'écart défavorable de 581 000 \$ au niveau de l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels;
  - l'écart défavorable de 2 088 000 \$ au niveau de l'impôt sur le bénéfice; et
  - l'écart défavorable de 875 000 \$ des frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres;
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 23 770 906 pour les trimestres terminés les 30 septembre 2013 et 2012.

**Charge d'amortissement** des immobilisations et actifs incorporels de 5 494 000 \$, soit une hausse de 581 000 \$.

- Cette hausse est principalement attribuable à l'amortissement accéléré des actifs incorporels de la division TVA Boutiques suite à la cessation de ses activités au cours du trimestre, ainsi qu'à la mise en service durant la dernière année d'importants projets techniques.

**Charges financières** de 1 588 000 \$, soit une légère baisse de 85 000 \$.

**Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres** de 875 000 \$ au troisième trimestre de 2013 comparativement à une charge nulle au même trimestre de 2012.

- Au cours du second trimestre de 2013, la Société avait annoncé la cessation des activités de sa division TVA Boutiques. Suite à ce repositionnement finalisé au cours du troisième trimestre, une charge de dépréciation supplémentaire de 611 000 \$ liée aux stocks a été comptabilisée.
- Au cours de la période de trois mois terminée le 30 septembre 2013, la Société a enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 138 000 \$ suite à l'abolition de postes, principalement dans le secteur de l'édition.
- Au cours de cette même période, la Société a enregistré une charge totale d'honoraires professionnels de 126 000 \$ reliée à l'acquisition de Publications Charron et pour une cause portée en appel relativement à un litige entourant les activités de production d'une ancienne filiale.

**Charge d'impôts sur le bénéfice** de 2 444 000 \$ (taux d'imposition effectif de 23,4 %) au troisième trimestre 2013 comparativement à 356 000 \$ (taux d'imposition effectif de 9,5 %) à la même période de 2012.

- Aux troisièmes trimestres 2012 et 2013, la baisse du taux d'imposition par rapport au taux d'imposition statutaire de la Société de 26,9 % s'explique principalement par la part de la Société dans les économies d'impôts découlant des pertes de SUN News.

**Part de la perte dans les entreprises associées** de 1 675 000 \$ au troisième trimestre 2013, comparativement à de 1 860 000 \$ au même trimestre de 2012, soit un écart favorable de 185 000 \$ expliqué par de meilleurs résultats financiers pour SUN News au cours de la période de trois mois terminée le 30 septembre 2013.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2013 et 2012**

**Produits d'exploitation** de 324 794 000 \$, en baisse de 1 349 000 \$ (-0,4 %).

- Baisse de 2 111 000 \$ (-0,8 %) dans le secteur de la télévision (tableau 2) due principalement à l'impact défavorable lié au fait que les résultats de SUN News ne sont plus consolidés, à la cessation des activités de TVA Boutiques et à la baisse de 1,2 % des revenus provenant du Réseau TVA, compensés en partie par la hausse de 11,8 % des revenus des services spécialisés.
- Revenus relativement stables dans le secteur de l'édition, soit en légère hausse de 13 000 \$ (0,0 %).

**Bénéfice d'exploitation** de 40 236 000 \$, un écart favorable de 18 379 000 \$ comparativement à la période de neuf mois correspondante de 2012.

- Écart favorable de 15 242 000 \$ dans le secteur de la télévision (tableau 3), principalement attribuable à la vente d'une participation dans SUN News (voir section « SUN News ») et à la croissance de 20,8 % du bénéfice d'exploitation du Réseau TVA découlant principalement de la comptabilisation de la rétroactivité des droits de retransmission des signaux éloignés survenue au cours du troisième trimestre 2013.
- Écart favorable de 3 137 000 \$ dans le secteur de l'édition (tableau 3), principalement attribuable à l'impact de la comptabilisation au premier semestre 2012 de la rétroactivité des années 2010 et 2011 de la charge résultant de l'adoption des nouveaux tarifs concernant la contribution des entreprises aux coûts des services de récupération et de valorisation des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec « EEQ » ainsi qu'à l'impact favorable des résultats d'exploitation du magazine « La Semaine » depuis le 18 juillet 2013.

**Bénéfice net attribuable aux actionnaires** de 7 418 000 \$ (0,31 \$ par action de base et dilué) au cours des neuf premiers mois de 2013, comparativement à une perte nette de 15 302 000 \$ (-0,64 \$ par action de base et dilué) à la même période de 2012.

- Cet écart favorable de 22 720 000 \$ (0,95 \$ par action de base et dilué) s'explique essentiellement par :
  - la dépréciation de l'écart d'acquisition de 32 200 000 \$ du secteur de l'édition survenue au premier trimestre 2012;
  - la hausse de 18 379 000 \$ du bénéfice d'exploitation;

partiellement compensées par :

- l'écart défavorable de 12 881 000 \$ au niveau du gain sur disposition de placements du secteur de la télévision enregistré au deuxième trimestre 2012;
  - l'écart défavorable de 4 835 000 \$ dans la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises;
  - la baisse de 4 414 000 \$ de la participation ne donnant pas le contrôle;
  - l'écart défavorable de 3 757 000 \$ des frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres; et
  - l'écart défavorable de 2 154 000 \$ au niveau de l'impôt sur le bénéfice.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 23 770 906 pour les neuf premiers mois de 2013 et 2012.

**Charge d'amortissement** des immobilisations et actifs incorporels de 15 956 000 \$, soit une augmentation de 584 000 \$ qui s'explique essentiellement par les mêmes éléments que ceux mentionnés dans la comparaison des troisièmes trimestres 2013 et 2012.

**Charges financières** de 4 789 000 \$, soit une baisse de 766 000 \$ qui s'explique essentiellement par un niveau d'endettement moyen moins élevé pour les neuf premiers mois de 2013 comparativement à la même période de 2012, dû principalement à l'encaissement du produit de disposition lié à la vente des participations dans « Mystery TV » et « The Cave » à la fin du second trimestre de 2012.

**Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres** de 3 874 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2013 comparativement à une charge de 117 000 \$ pour la période correspondante de 2012.

- Cet écart défavorable de 3 757 000 \$ s'explique essentiellement par :
  - la charge totale de dépréciation de 1 223 000 \$ liée aux stocks et les frais de rationalisation des activités d'exploitation de 303 000 \$ relativement à la cessation des activités de télé-achat;
  - les frais de rationalisation des activités d'exploitation de 1 784 000 \$ suite à l'abolition de postes dans le secteur de la télévision et de l'édition au courant de la période de 2013 comparativement à 117 000 \$ pour la période correspondante de 2012;
  - la charge nette de 101 000 \$ relativement à un litige entourant les activités de production d'une ancienne filiale;
  - la charge d'honoraires professionnels de 76 000 \$ reliée à l'acquisition de Publications Charron; et
  - la charge de dépréciation liée à l'inventaire de droits de distribution à long terme de 387 000 \$ suite à l'annonce au premier trimestre de 2013 de ne plus distribuer de nouveaux films québécois en salles de cinéma.

**Charge de dépréciation de l'écart d'acquisition** nulle pour les neuf premiers mois de 2013 contre une charge de 32 200 000 \$ pour la période correspondante de 2012.

- Au cours du premier trimestre de 2012, suite à l'adoption des nouveaux tarifs concernant la contribution des entreprises aux coûts liés aux services de récupération et de valorisation des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec, la Société a dû revoir son plan d'affaires pour ses activités et effectuer un test de dépréciation sur l'unité génératrice de trésorerie («UGT») de l'édition. La Société a alors conclu que la valeur

recouvrable, déterminée sur la base de la valeur d'utilité, de l'UGT de l'édition était inférieure à sa valeur comptable et une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 32 200 000 \$ a été comptabilisée, sans incidence fiscale.

**Gain sur disposition de placements** nul pour les neuf premiers mois de 2013 contre un gain de 12 881 000 \$ pour la période correspondante de 2012.

- Cette différence s'explique par le gain avant impôts, enregistré au second trimestre de 2012, relié à la vente de la participation de 51 % dans le service spécialisé « The Cave » et de la participation de 50 % dans le service spécialisé « Mystery TV » à Shaw Media Global Inc.

**Charge d'impôts sur le bénéfice** de 3 546 000 \$ (taux d'imposition effectif de 22,7 %) au cours des neuf premiers mois de 2013 comparativement à 1 392 000 \$ (taux d'imposition effectif de -7,5 %) pour la même période de 2012.

- La baisse du taux d'imposition au cours des neuf premiers mois de 2013 par rapport au taux d'imposition statutaire de la Société de 26,9 % s'explique principalement par la part de la Société dans les économies d'impôts découlant des pertes de SUN News pour cette période, compensée en partie par l'écart permanent relié aux éléments non déductibles.
- La baisse du taux d'imposition au cours des neuf premiers mois de 2012 par rapport au taux d'imposition statutaire de la Société de 26,9 % s'explique principalement par l'effet net de la dépréciation non déductible de l'écart d'acquisition et de l'utilisation de pertes en capital non enregistrées aux livres de la Société pour éliminer l'imposition du gain en capital sur la disposition de placements ainsi que par la part de la Société dans les économies d'impôts découlant des pertes de SUN News pour cette période.

**Part de la perte dans les entreprises associées et les coentreprises** de 4 653 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2013, contre une part du bénéfice dans les entreprises associées et les coentreprises de 182 000 \$ pour la période correspondante de 2012, soit un écart défavorable de 4 835 000 \$, expliqué principalement par l'impact de la vente d'une participation dans SUN News, le 30 juin 2012, et par la vente au 31 mai 2012 des participations de la Société dans les coentreprises.

**Participation ne donnant pas le contrôle** nulle au cours des neuf premiers mois de 2013 contre 4 414 000 \$ pour la période correspondante de 2012 puisque celle-ci représentait la quote-part de Corporation Sun Media dans la perte avant impôts de SUN News. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012, cette entité est dorénavant comptabilisée comme placement selon la méthode de la mise en équivalence. Ses résultats ne sont plus consolidés au sein de la Société.

## ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

### Télévision

#### Comparaison des troisièmes trimestres 2013 et 2012

**Produits d'exploitation** de 83 734 000 \$, soit une augmentation de 2 088 000 \$ (2,6 %), principalement attribuable à:

- la hausse de 5,8 % des revenus du Réseau TVA expliqué par la comptabilisation d'une rétroactivité de 6 841 000 \$ pour « Droits de retransmission » (voir paragraphe ci-dessous), incluant une baisse de 7,9 % des revenus publicitaires;
- la hausse des revenus d'abonnement de la majorité de nos services spécialisés pour une croissance combinée de 9,8 %, dont des hausses respectives de 36,1 %, 13,9 %, 11,2 % et 7,4 % des chaînes « MOI&cie », « addik<sup>TV</sup> », « LCN » et « TVA Sports »;
- la hausse de 6,7 % des revenus publicitaires des services spécialisés provenant principalement de « Prise 2 », « Casa » et « addik<sup>TV</sup> » avec des hausses respectives de 98,4 %, 35,3 % et 32,9 %;

compensées en partie par :

- l'écart défavorable découlant de la cessation des activités de la division TVA Boutiques au troisième trimestre 2013;
- la baisse de 17,1 % des revenus provenant de TVA Accès suite à un ralentissement au niveau des activités de production commerciale.

#### Droits de retransmission de signaux éloignés (« Droits de retransmission »)

La Société perçoit des redevances en relation avec la retransmission de son signal de télévision dans les marchés situés à l'extérieur de la zone de desserte locale de ses stations de télévision généralistes. Au cours du troisième trimestre de 2013, la Commission du droit d'auteur du Canada (« CDA ») a finalisé ses consultations sur les enjeux entourant une entente, faisant l'objet d'une décision favorable par la CDA, sur une nouvelle répartition des redevances entre les sociétés de gestion collective de droits pour la période de 2009 à 2013, et en vertu de laquelle la part des redevances revenant à la Société augmente significativement. Par conséquent, la Société a comptabilisé l'augmentation de sa part dans les redevances durant le troisième trimestre de 2013, dont un montant de 6 111 000 \$ se rapportant aux années 2009 à 2012 ainsi qu'un montant de 730 000 \$ pour les deux premiers trimestres de 2013, sur la base des nouvelles informations qui lui ont été confirmées.

## Statistiques d'écoute du marché francophone

Pour la période du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2013, les parts de marché totales de Groupe TVA ont été de 31,5 parts comparativement à 30,3 parts pour la même période de 2012 et ce, malgré la forte concurrence dans le domaine télévisuel. Les parts de marché combinées des services spécialisés francophones de Groupe TVA ont légèrement augmenté, passant de 8,4 parts à 8,5 parts. La chaîne « Casa » a connu une croissance de 0,2 part tandis que « TVA Sports », « MOI&cie » et « Yoopa » ont connu une croissance de 0,1 part respectivement. Le Réseau TVA demeure en tête avec ses 23,0 parts de marché soit plus que les parts de marché réunies de ses deux principaux concurrents généralistes. Le Réseau TVA a diffusé 4 des 5 émissions les plus regardées au Québec dont *Le Banquier*, *La grande rentrée TVA* et *Occupation Double en Espagne* avec des auditoires dépassant 1 500 000 téléspectateurs.

**Tableau 4**  
**Statistiques d'écoute du marché francophone**  
(Parts de marché en %)

Été 2013 vs Été 2012			
	2013	2012	Écart
<b>Chaînes généralistes francophones :</b>			
TVA	23,0	21,9	+ 1,1
SRC	12,0	10,3	+ 1,7
V	7,4	8,8	- 1,4
	42,4	41,0	+ 1,4
<b>Chaînes spécialisées et payantes francophones :</b>			
TVA	8,5	8,4	+ 0,1
SRC	5,0	5,5	- 0,5
Bell Média*	18,7	20,3	- 1,6
Autres	17,6	17,2	+0,4
	49,8	51,4	- 1,6
<b>Total anglophones et autres :</b>	<b>7,8</b>	<b>7,6</b>	<b>+ 0,2</b>
<b>Groupe TVA</b>	<b>31,5</b>	<b>30,3</b>	<b>+ 1,2</b>

Source : Sondages BBM. Québec franco, 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre 2013, l-d, 2h-2h, t2+.

\*Selon les propriétés lui appartenant suite à la transaction Bell-Astral complétée en date du 5 juillet 2013.

**Charges d'exploitation** de 69 076 000 \$, soit une baisse de 4 519 000 \$ (-6,1 %).

- Cette baisse est expliquée principalement par :
    - l'impact favorable de la mise en place d'un plan de réduction des dépenses et d'une gestion serrée des coûts, permettant au Réseau TVA de réduire de 6,4 % ses charges d'exploitation;
    - la baisse des charges d'exploitation de la division TVA Boutiques suite à la cessation de ses activités au cours du trimestre;
- compensés en partie par :
- la hausse de 4,6 % des charges d'exploitation des services spécialisés découlant d'investissements accrus en programmation dans la majorité de nos services spécialisés.

**Bénéfice d'exploitation** de 14 658 000 \$, soit une variation favorable de 6 607 000 \$, expliquée principalement par :

- la hausse du bénéfice d'exploitation du Réseau TVA suite à la comptabilisation de la rétroactivité reliée aux droits de retransmission de signaux éloignés;
- l'amélioration des résultats d'exploitation des services spécialisés notamment « addik<sup>TV</sup> », « CASA » et « TVA Sports »;

compensées en partie par :

- la baisse du bénéfice d'exploitation de TVA Accès suite à un ralentissement au niveau des activités de production commerciale.

**Analyse de la relation coûts/revenus** : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur de la télévision (exprimés en pourcentage des revenus) à la baisse, passant de 90,1 % pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2012 à 82,5 % pour la même période de 2013. Cette baisse est principalement attribuable à la hausse des revenus générée par la comptabilisation de la rétroactivité pour les « Droits de retransmission » et à la mise en place d'un plan de rationalisation dans le secteur de la télévision.

### Comparaison des neuf premiers mois de 2013 et 2012

**Produits d'exploitation** de 277 268 000 \$, soit une diminution de 2 111 000 \$ (-0,8 %), principalement attribuable à :

- l'impact défavorable lié au fait que les résultats de SUN News ne sont plus consolidés;
- la perte de revenus découlant de la cessation des activités de la division TVA Boutiques au troisième trimestre 2013;
- la baisse de 5,4 % des revenus publicitaires du Réseau TVA, compensée en partie par la comptabilisation de la rétroactivité pour les « Droits de retransmission » ;

compensés en partie par :

- la hausse de 15,5 % des revenus d'abonnement des services spécialisés :
  - les chaînes « LCN » et « TVA Sports » s'accaparent respectivement 36,2 % et 21,9 % de cette hausse;
  - les chaînes « MOI&cie », « Yoopa » et « addik<sup>TV</sup> » ont connu des croissances respectives de 41,4 %, 18,1 % et 13,7 %;
- la hausse de 5,3 % des revenus publicitaires des services spécialisés provenant principalement d'« addik<sup>TV</sup> » qui s'accapare 71,6 % de cette croissance.

**Charges d'exploitation** de 243 015 000 \$, soit une baisse de 17 353 000 \$ (-6,7 %).

- Cette baisse est expliquée principalement par :
  - l'impact favorable lié au fait que les résultats de SUN News ne sont plus consolidés;
  - la baisse de 5,8 % des charges d'exploitation du Réseau TVA, expliquée par la mise en place d'un plan de rationalisation ainsi que par l'ajustement d'une provision pour droits de licence du CRTC survenu au deuxième trimestre de 2013;
  - la baisse des charges d'exploitation de la division TVA Boutiques suite à la cessation de ses activités;

compensés en partie par :

- la hausse des charges d'exploitation des services spécialisés découlant d'investissements accrus en programmation dans la majorité des services spécialisés.

**Bénéfice d'exploitation** de 34 253 000 \$, soit une variation favorable de 15 242 000 \$, expliquée principalement par :

- l'impact positif sur le bénéfice d'exploitation de la vente d'une participation dans SUN News en juin 2012;
- la hausse du bénéfice d'exploitation du Réseau TVA découlant de la comptabilisation de la rétroactivité concernant les droits de retransmission de signaux éloignés ainsi que de la mise en place d'un plan de rationalisation qui a plus que compensé la baisse des revenus.

**Analyse de la relation coûts/revenus** : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur de la télévision (exprimés en pourcentage des revenus) à la baisse, passant de 93,2 % pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2012 à 87,6 % pour la même période de 2013. Cette baisse est principalement attribuable aux éléments mentionnés ci-dessus.

## Édition

### Comparaison des troisièmes trimestres 2013 et 2012

**Produits d'exploitation** de 19 211 000 \$, soit une hausse de 2 357 000 \$ (+14,0 %), principalement attribuable à :

- l'addition des produits d'exploitation associés à l'exploitation du magazine « La Semaine » depuis le 18 juillet 2013; et
- la hausse de 50,6 % des produits d'exploitation de TVA Studio notamment en production commerciale imprimée;

En excluant « La Semaine », les revenus publicitaires ont reculé de 5,6 % comparativement au trimestre correspondant de 2012 et les ventes kiosques ont reculé de 3,6 %. Les revenus d'abonnement ont connu un léger recul de 1,8 % comparativement au troisième trimestre de 2012.

### **Statistiques de lectorat et de parts de marché**

- L'ensemble des magazines de TVA détiennent 54,2 % des parts de marché des lecteurs québécois francophones cumulés par mois selon les données compilées par le PMB (*Print Measurement Bureau* – printemps 2013).
- Les hebdomadaires rejoignent plus de 2,5 millions de lecteurs canadiens cumulés par semaine selon les données compilées par le PMB (*Print Measurement Bureau* – printemps 2013).
  - Le magazine « 7 Jours », consacré à l'actualité artistique et culturelle, compte à lui seul 712 000 lecteurs par semaine.
  - Le magazine « La Semaine » qui offre des exclusivités sur les célébrités qui font l'événement rejoint 496 000 personnes par semaine.

**Charges d'exploitation** de 15 468 000 \$, soit une hausse de 904 000 \$ (+6,2 %), principalement attribuable à :

- l'inclusion des charges d'exploitation du magazine « La Semaine » depuis le 18 juillet 2013; et
- la hausse des charges d'exploitation reliée au volume accru des activités de TVA Studio.

En excluant le magazine « La Semaine » et le niveau d'activités accru de TVA Studio, les charges d'exploitation ont diminué de 5,4 % comparativement au trimestre correspondant de 2012. Cette baisse des charges d'exploitation est principalement attribuable au plan de rationalisation des charges d'exploitation de l'ordre de 4 millions de dollars mis en place au cours du second trimestre de 2013.

**Bénéfice d'exploitation** de 3 743 000 \$, soit une hausse de 1 453 000 \$ (+63,4 %), expliquée principalement par :

- l'ajout favorable des résultats d'exploitation du magazine « La Semaine » depuis le 18 juillet 2013;
- l'apport des activités accrues de TVA Studio durant le trimestre; et
- les réductions de coûts reliées au plan de rationalisation.

**Analyse de la relation coûts/revenus :** coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur de l'édition (exprimés en pourcentage des revenus) de 80,5 % au troisième trimestre de 2013 contre 86,4 % pour la même période de 2012. Cette variation s'explique essentiellement par l'intégration des résultats de Publications Charron aux opérations du secteur de l'édition depuis le 18 juillet 2013.

#### **Acquisition de Publications Charron**

Le 18 juillet 2013, la Société a fait l'acquisition de Publications Charron, éditeur de magazines, notamment du magazine hebdomadaire « La Semaine », qui affiche des ventes moyennes hebdomadaires variant entre 36 300 et 42 700 copies. Les revenus provenant de ces activités ont été intégrés au secteur de l'édition durant le troisième trimestre de 2013. L'ajout de ces activités aux ventes en kiosque des magazines existants du secteur de l'édition a généré une croissance de 23,9 % des ventes en kiosque du troisième trimestre de 2013.

#### **Comparaison des neuf premiers mois de 2013 et 2012**

**Produits d'exploitation** de 49 986 000 \$, soit une légère hausse de 13 000 \$ (+0,0 %), principalement attribuable à :

- l'ajout favorable des produits d'exploitation du magazine « La Semaine » depuis le 18 juillet 2013;
- l'apport des activités accrues de TVA Studio durant cette période notamment au troisième trimestre;

partiellement compensés par :

- une baisse de 9,0 %<sup>1</sup> des ventes en kiosque; et
- une baisse de 7,8 %<sup>1</sup> des revenus publicitaires.

<sup>1</sup> Excluant le magazine « La Semaine »

## **Fonds du Canada pour les Périodiques (« FCP »)**

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2010, le gouvernement canadien a instauré le Fonds du Canada pour les Périodiques (« FCP ») qui offre une aide financière aux industries canadiennes des magazines et des journaux non quotidiens afin qu'elles puissent continuer à produire et à diffuser du contenu canadien. L'ensemble de l'aide relié à ce programme est entièrement enregistré à titre de produits d'exploitation et représente 10,1 % des produits d'exploitation du secteur pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre 2013 (8,8 % pour la période correspondante de 2012).

**Charges d'exploitation** de 44 003 000 \$, soit une baisse de 3 124 000 \$ (-6,6 %), principalement attribuable à :

- une variation favorable de 2 653 000 \$ relativement à la charge concernant la contribution des entreprises aux coûts des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec (Eco Entreprises) puisqu'à la période correspondante de 2012, les charges d'exploitation comprenaient la rétroactivité des années 2010 et 2011;
- la baisse moyenne de 3,6 % de l'ensemble des autres charges d'exploitation combinant des économies de coûts reliées au volume et des réductions de dépenses reliées au plan de rationalisation mis en place au second trimestre de 2013;

partiellement compensées par :

- l'inclusion des charges d'exploitation relatives au magazine « La Semaine » depuis le 18 juillet 2013.

**Bénéfice d'exploitation** de 5 983 000 \$, soit une variation favorable de 3 137 000 \$, expliquée principalement par :

- l'impact de la comptabilisation au premier semestre 2012 de la charge résultant de l'adoption des nouveaux tarifs relatifs à EEQ; et
- l'ajout favorable des résultats d'exploitation du magazine « La Semaine » depuis le 18 juillet 2013.

**Analyse de la relation coûts/revenus :** coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur de l'édition (exprimés en pourcentage des revenus) de 88,0 % pour les neuf premiers mois de 2013 contre 94,3 % pour la même période de 2012. Cette diminution s'explique essentiellement par la rétroactivité des années 2010 et 2011 relativement à Eco Entreprises inclus dans les résultats de 2012.

## FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement de la Société sont résumés dans le tableau 5 suivant :

**Tableau 5**  
**Résumé des flux de trésorerie de la Société**  
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2013	2012 (redressés)	2013	2012 (redressés)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	12 997	\$ 18 312	\$ 21 184	\$ 22 563
Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels	(5 415)	(6 458)	(15 885)	(19 863)
Variation nette des placements	(1 477)	(1 493)	(2 148)	19 470
(Acquisition) disposition d'entreprises	(6 607)	765	(6 607)	765
Participation ne donnant pas le contrôle	–	–	–	3 528
Autres	(50)	(107)	(151)	(745)
<b>(Augmentation) remboursement de la dette nette</b>	<b>(552)</b>	<b>\$ 11 019</b>	<b>\$ (3 607)</b>	<b>\$ 25 718</b>
	<b>30 septembre 2013</b>		<b>31 décembre 2012</b>	
<b>Situation à la fin :</b>				
Dette à long terme		74 589	\$	74 438
Moins : espèces		(7 163)		(10 619)
<b>Dette nette</b>		<b>67 426</b>	<b>\$</b>	<b>63 819</b>

### Activités d'exploitation

**Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation** de 12 997 000 \$ au troisième trimestre 2013 comparativement à des flux de trésorerie générés par l'exploitation de 18 312 000 \$ au cours du trimestre correspondant en 2012, soit une baisse de 5 315 000 \$. Cette baisse est principalement attribuable à l'écart défavorable de la variation nette des éléments hors liquidités, dont la variation défavorable au niveau des débiteurs et des émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks, compensé en partie par l'augmentation du bénéfice d'exploitation.

**Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation** de 21 184 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2013 comparativement à des flux de trésorerie générés de 22 563 000 \$ au cours de la période correspondante en 2012, soit une baisse de 1 379 000 \$. Cette baisse est principalement attribuable à l'écart défavorable au niveau de la variation des créiteurs et charges à payer compensé en partie par l'écart favorable au niveau du bénéfice d'exploitation.

**Fonds de roulement** de Groupe TVA de 88 975 000 \$ au 30 septembre 2013 comparativement à 85 829 000 \$ au 31 décembre 2012. Cette hausse de 3 146 000 \$ est principalement attribuable à la diminution des créiteurs et charges à payer ainsi qu'à l'augmentation des émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks. Cet impact favorable est compensé en partie par la baisse des espèces et des actifs d'impôts exigibles ainsi que par l'augmentation des revenus reportés.

## **Activités d'investissement**

**Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels** de 5 415 000 \$ pour le troisième trimestre de 2013, comparativement à 6 458 000 \$ à la même période de 2012, soit une baisse de 1 043 000 \$ (-16,2 %). Cette baisse est principalement attribuable aux investissements requis en 2012 pour la poursuite du programme de conversion des équipements de production à la haute définition de la Société, notamment pour la chaîne « LCN », en plus d'investir dans ses infrastructures immobilières.

**Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels** de 15 885 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2013, comparativement à 19 863 000 \$ à la même période de 2012, soit une baisse de 3 978 000 \$ (-20,0 %). Cette baisse s'explique essentiellement par les mêmes éléments que ceux mentionnés précédemment.

**Acquisition d'entreprise** de 6 607 000 \$ pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 30 septembre 2013 relativement à l'acquisition de Publications Charron le 18 juillet 2013, soit une contrepartie totale de 7 638 000 \$, dont une somme de 438 000 \$ demeure impayée pour les éléments du fonds de roulement acquis. Des espèces de 593 000 \$ font partie des éléments du fonds de roulement acquis. Pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 30 septembre 2012, la Société avait encaissé le produit de disposition de 765 000 \$ pour la vente d'une participation de 2 % dans SUN News à Corporation Sun Media.

**Variation nette des placements** de 1 477 000 \$ pour le troisième trimestre 2013, comparativement à 1 493 000 \$ pour le troisième trimestre de 2012. Ces variations représentent essentiellement des mises de fonds dans SUN News.

**Variation nette des placements** de 2 148 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2013, comparativement à 19 470 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2012. Pour les neuf premiers mois de 2013, la variation nette des placements se compose essentiellement d'une mise de fonds dans SUN News pour 3 675 000 \$ et de l'encaissement d'un montant de 1 256 000 \$ lié à un placement de portefeuille. Pour la même période de 2012, la Société avait encaissé le produit de disposition de 20 963 000 \$ lié à la vente des participations de 51 % dans le service « The Cave » et de 50 % dans le service « Mystery TV » à Shaw Media Global Inc. et avait effectué une mise de fonds dans SUN News de 1 764 000 \$.

## **Activités de financement**

**Dette à long terme** (excluant les frais de financement reportés) stable à 75 000 000 \$ au 30 septembre 2013 comparativement au 31 décembre 2012.

## **Situation financière au 30 septembre 2013**

**Liquidités disponibles nettes** de 106 738 000 \$, soit un emprunt à terme rotatif disponible et inutilisé de 99 575 000 \$ et des espèces de 7 163 000 \$.

Au 30 septembre 2013, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochaines périodes de douze mois se chiffrait comme suit :

**Tableau 6**  
**Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Groupe TVA**  
**Périodes de 12 mois terminées les 30 septembre**  
(en milliers de dollars)

2014	–	\$
2015	75 000	
2016	–	
2017	–	
2018 et ultérieurement	–	
Total	75 000	\$

L'échéance moyenne pondérée de la dette de Groupe TVA était d'environ 1,1 année au 30 septembre 2013 (1,9 année au 31 décembre 2012). La dette était constituée en totalité de dette à taux fixe au 30 septembre 2013 et au 31 décembre 2012.

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés sur une base annuelle par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour combler ses engagements en matière d'investissement en capital, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contributions en vertu des régimes de retraite, et de paiement de dividendes (ou de distribution de capital) dans le futur.

En vertu de ses conventions de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions dont le maintien de certains ratios financiers. Au 30 septembre 2013, la Société respectait toutes les conditions relatives à ses conventions de crédit.

## Analyse du bilan consolidé au 30 septembre 2013

**Tableau 7**

### Bilans consolidés de Groupe TVA

#### Analyse des principales variations entre les 30 septembre 2013 et 31 décembre 2012

(en milliers de dollars)

	<b>30 septembre 2013</b>		31 décembre 2012		Écart		Principales sources d'explication de l'écart
<b><u>Actif</u></b>							
Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks	<b>73 418</b>	\$	67 579	\$	5 839	\$	Impact de la variation courante et saisonnière des activités. Inventaire plus élevé pour la saison d'automne.
Écart d'acquisition	<b>44 504</b>	\$	39 781	\$	4 723	\$	Impact de l'acquisition de Publications Charron.
<b><u>Passif</u></b>							
Créiteurs et charges à payer	<b>82 578</b>	\$	89 092	\$	(6 514)	\$	Impact de la variation courante et saisonnière des activités.
Autres éléments de passif	<b>9 752</b>	\$	38 499	\$	(28 747)	\$	Impact principalement lié à la comptabilisation d'un gain actuariel au cours du troisième trimestre de 2013.
Impôts différés	<b>17 954</b>	\$	8 617	\$	9 337	\$	Impact principalement lié aux impôts différés découlant de la comptabilisation d'un gain actuariel au cours du troisième trimestre de 2013.

## INFORMATIONS ADDITIONNELLES

### Obligations contractuelles

Au 30 septembre 2013, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette à long terme, les paiements pour des contrats d'acquisition de droits de diffusion et de distribution, ainsi que des paiements pour les autres engagements contractuels tels que les contrats de location-exploitation pour des services et des locaux pour bureaux. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 8.

**Tableau 8**

### Obligations contractuelles importantes de Groupe TVA au 30 septembre 2013

(en milliers de dollars)

	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dette à long terme	–	\$ 75 000	\$ –	\$ –	\$ 75 000
Paiement d'intérêts <sup>1</sup>	4 505	2 778	175	–	7 458
Droits de diffusion et de distribution	63 303	31 418	8 217	–	102 938
Autres engagements	11 492	9 979	4 747	2 813	29 031
<b>Total</b>	<b>79 300</b>	<b>\$ 119 175</b>	<b>\$ 13 139</b>	<b>\$ 2 813</b>	<b>\$ 214 427</b>

<sup>1</sup> L'estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme est basée sur les taux d'intérêt en vigueur au 30 septembre 2013. Les intérêts sont calculés à partir d'un niveau de dette constant à celui au 30 septembre 2013 et incluent les frais de disponibilité sur l'emprunt à terme rotatif.

### Opérations conclues entre sociétés apparentées

La Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Ces opérations ont été conclues selon des modalités équivalentes à celles qui existent dans le cas d'opérations soumises à des conditions de concurrence normale et ont été comptabilisées selon la contrepartie convenue entre les parties.

Au cours du troisième trimestre 2013, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 17 188 000 \$ (17 732 000 \$ au troisième trimestre 2012).

Pour le troisième trimestre de 2013, la Société a constaté une charge de droits de diffusion, des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 7 421 000 \$ (5 444 000 \$ pour le troisième trimestre 2012).

La Société a également comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 1 080 000 \$ pour le troisième trimestre de 2013 (1 080 000 \$ pour le troisième trimestre 2012).

Au cours des neuf premiers mois de 2013, la Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 54 345 000 \$ (56 795 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2012).

Pour les neuf premiers mois de 2013, la Société a constaté une charge de droits de diffusion, des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 26 954 000 \$ (25 115 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2012).

La Société a également comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 3 240 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2013 (3 240 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2012).

## SUN News

Le 30 juin 2012, la Société a vendu une participation de 2 % dans SUN News à Corporation Sun Media pour un montant de 765 000 \$. Depuis cette date, la Société détient une participation de 49 % dans SUN News alors que Corporation Sun Media détient 51 %. Suite à la perte du contrôle dans cette société, le placement dans SUN News est dorénavant comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence et les résultats de cette société ne sont plus consolidés depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012.

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 septembre 2013, une mise de fonds de 4 500 000 \$ (3 600 000 \$ pour la période comparative de 2012) a été effectuée par les sociétaires dans SUN News, dont 2 205 000 \$ par la Société (1 764 000 \$ pour la période comparative de 2012) et 2 295 000 \$ par Corporation Sun Media, une société sous contrôle commun (1 836 000 \$ pour la période comparative de 2012).

Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, une mise de fonds de 7 500 000 \$ (10 800 000 \$ pour la période comparative de 2012) a été effectuée par les sociétaires dans SUN News, dont 3 675 000 \$ par la Société (5 436 000 \$ pour la période comparative de 2012) et 3 825 000 \$ par Corporation Sun Media (5 364 000 \$ pour la période comparative de 2012).

### Dépréciation de l'écart d'acquisition

Au cours du premier trimestre 2012, à la suite de l'adoption de nouveaux tarifs sur la contribution des entreprises au partage des coûts qui découleraient des services de récupération et de valorisation des matières résiduelles fournies par les municipalités au Québec, la Société a dû revoir son plan d'affaires pour ses activités et effectuer un test de dépréciation sur l'unité génératrice de trésorerie («UGT ») de l'édition. La Société a alors conclu que la valeur recouvrable, déterminée sur la base de la valeur d'utilité, de l'UGT de l'édition était inférieure à sa valeur comptable et une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 32 200 000 \$ a été comptabilisée.

### Gain sur disposition de placements

Le 31 mai 2012, suite à l'approbation du CRTC, la Société a conclu la vente de sa participation de 51 % dans « The Cave » ainsi que de sa participation de 50 % dans « Mystery TV » à l'autre sociétaire de ces coentreprises, Shaw Media Global Inc., pour une contrepartie totale en espèces de 20 963 000 \$. Un gain sur disposition de placements de 12 881 000 \$, avant impôts, a été comptabilisé. Cette transaction n'a entraîné aucune charge d'impôts puisque la Société a utilisé des pertes en capital non enregistrées aux livres pour éliminer l'imposition du gain en capital sur disposition de placements.

### Capital-actions

Le tableau 9 présente les données du capital-actions de la Société au 31 octobre 2013. De plus, 691 076 options d'achat d'actions classe B et 331 407 options d'achat d'actions de QMI étaient en circulation au 31 octobre 2013.

**Tableau 9**  
**Nombre d'actions en circulation au 31 octobre 2013**  
(en actions et en dollars)

	Émises en circulation	Valeur comptable
Actions ordinaires classe A	4 320 000	0,02 \$
Actions classe B	19 450 906	5,07 \$

## Modification aux conventions comptables

Le 1<sup>er</sup> janvier 2013, la Société a adopté rétrospectivement les normes suivantes. À moins d'avis contraire, l'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu un impact significatif sur les chiffres correspondants pour les périodes comparatives.

L'IFRS 10 *États financiers consolidés* a remplacé le SIC-12 *Consolidation – Entités ad hoc* et une partie de l'IAS 27 *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme fournit des directives supplémentaires sur le concept de contrôle en tant que facteur déterminant dans la décision d'inclure une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés de la société mère.

L'IFRS 11 *Partenariats* a remplacé l'IAS 31 *Participations dans des coentreprises*. Cette norme fournit des directives qui mettent l'accent sur les droits et obligations du contrat, et non sur sa forme juridique. Elle supprime également le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations de l'entité dans des coentreprises. La nouvelle norme exige que ces participations soient comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'adoption de cette norme a eu les impacts suivants sur les chiffres correspondants de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2012 (aucun impact pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2012):

### État consolidé des résultats

Augmentation (diminution)	
Revenus	(4 219) \$
Achat de biens et services	(2 512)
Charges financières	7
<b>Perte avant dépense d'impôts et part du bénéfice dans les entreprises associées et les coentreprises</b>	
	1 714
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises	(1 714)
<b>Résultat net</b>	<b>- \$</b>

L'IFRS 12 *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* est une nouvelle norme intégrée relatives aux informations à fournir pour toutes les formes de participations dans des entités, y compris les entités découlant d'accords conjoints, les entreprises associées, les entités ad hoc et autres véhicules hors bilan.

L'IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* est une nouvelle norme intégrée qui établit un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et qui stipule les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur.

L'IAS 1 *Présentation des états financiers* a été modifiée et le principal changement résultant des modifications apportées à cette norme est l'exigence de présenter distinctement les autres éléments du résultat global pouvant être reclassés aux résultats et les autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés aux résultats.

L'IAS 19 *Avantages du personnel (modifiée)* implique, entre autres, la comptabilisation immédiate de la composante de réévaluation dans les autres éléments du résultat global, ce qui élimine l'option précédemment disponible dans l'IAS 19 de comptabiliser ou de reporter les variations de l'obligation au titre des prestations définies et de la juste valeur de l'actif des régimes directement dans l'état consolidé des résultats. L'IAS 19 présente également l'approche de coût des intérêts nets qui remplace le rendement attendu sur les actifs du régime et les frais d'intérêts liés à l'obligation au titre des prestations définies par une composante unique de coût des intérêts nets calculé en multipliant l'actif ou le passif net constaté au titre des prestations définies par le taux d'actualisation ayant été utilisé pour déterminer l'obligation au

titre des prestations définies. De plus, tous les coûts au titre des services passés doivent être reconnus à l'état des résultats dès que le régime est amendé et ne peuvent plus être répartis sur des périodes de service futures. L'IAS 19 permet aussi de choisir de comptabiliser immédiatement les montants constatés dans les autres éléments du résultat global dans les bénéfices non répartis ou dans une catégorie distincte dans les capitaux propres. La Société a choisi de comptabiliser les montants constatés dans les autres éléments du résultat global dans le cumul des autres éléments du résultat global.

L'adoption de cette norme modifiée a eu les impacts suivants sur les chiffres correspondants :

### États consolidés des résultats

Augmentation (diminution)	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2012	Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2012
Coûts liés au personnel	343 \$	1 027 \$
Charges financières	462	1 387
Dépense d'impôts différés	(217)	(650)
<b>Résultat net</b>	<b>(588) \$</b>	<b>(1 764) \$</b>

### Bilans consolidés

Augmentation (diminution)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Autres éléments de passif	– \$	1 251 \$
Passif d'impôts différés	–	(336)
Bénéfices non répartis	20 620	17 408
Cumul des autres éléments du résultat global	(20 620)	(18 323)

### Contrôles et procédures de communication de l'information

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS. Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2013, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle, n'a été portée à l'attention de la direction.

### Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes. Par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur Internet à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figure la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents), le risque lié aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique ainsi que les risques liés aux relations de travail.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et <http://groupe TVA.ca>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 et la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle 2012 de la Société.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 5 novembre 2013 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec)  
Le 5 novembre 2013

**Groupe TVA inc.****Sélection de données financières trimestrielles**

(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

	2013			2012	
	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc. (redressés)	
<b>Exploitation</b>					
Produits d'exploitation	102 217	\$ 111 507	\$ 111 070	\$ 127 004	\$
Bénéfice d'exploitation	18 401	\$ 20 940	\$ 895	\$ 20 625	\$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires	6 325	\$ 6 981	\$ (5 888)	\$ 8 838	\$
<b>Données par action de base</b>					
Résultat par action de base	0,27	\$ 0,29	\$ (0,25)	\$ 0,37	\$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 771	23 771	
<b>Données par action diluées</b>					
Résultat par action dilué	0,27	\$ 0,29	\$ (0,25)	\$ 0,37	\$
Nombre moyen pondéré d'actions dilué en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 771	23 771	

	2012			2011	
	30 sept. (redressés)	30 juin (redressés)	31 mars (redressés)	31 déc. (redressés)	
<b>Exploitation</b>					
Produits d'exploitation	97 171	\$ 113 509	\$ 115 463	\$ 129 037	\$
Bénéfice (perte) d'exploitation	10 341	\$ 18 522	\$ (7 006)	\$ 19 675	\$
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires	1 539	\$ 23 088	\$ (39 929)	\$ 11 052	\$
<b>Données par action de base</b>					
Résultat par action de base	0,06	\$ 0,97	\$ (1,68)	\$ 0,46	\$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 771	23 771	
<b>Données par action diluées</b>					
Résultat par action dilué	0,06	\$ 0,97	\$ (1,68)	\$ 0,46	\$
Nombre moyen pondéré d'actions dilué en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 771	23 771	

- La majeure partie des produits d'exploitation de la Société est constituée de revenus publicitaires et de services liés à la publicité. Ces revenus suivent habituellement des cycles saisonniers qui sont en relation avec la nature cyclique et économique de l'industrie et des marchés dans lesquels les annonceurs font affaires. Les deuxième et quatrième trimestres de la Société sont les trimestres les plus favorables à ces revenus publicitaires, principalement en télévision.
- Dans le secteur de la télévision, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation qui sont directement liés aux stratégies de programmation, alors que dans le secteur de l'édition, les charges d'exploitation varient en fonction des sorties de magazines en kiosque.